



**REQUISITOIRE PEDOPSYCHIATRIE Syndicale de la Psychiatrie.  
PROCES DES POLITIQUES DE SANTE du 6 avril 2023. Bourse du travail, salle Henaff. Paris**

NOUS, acteurs professionnels de la santé en psychiatrie infanto-juvénile, venons témoigner de la destruction de tous les moyens de secours aux jeunes qui pourraient leur permettre d'accéder à un avenir social.

Nous avons tous fait le choix d'un engagement (et même prêté serment quant aux médecins parmi nous), le choix de nous consacrer à soigner la souffrance psychique de nos concitoyens ainsi que celle des enfants, adolescents et jeunes adultes, avec la volonté de transmettre des valeurs fondamentales nécessaires à la construction d'une société juste et non violente.

Nous, acteurs professionnels et citoyens conscients de nos devoirs envers la société, venons accuser l'irresponsabilité et l'infamie des pouvoirs publics qui visent à supprimer toute émancipation possible et toute liberté de parole pour les enfants, adolescents et jeunes adultes, en éradiquant tout lieu d'écoute subjective, tout lieu de parole singulière, tout moyen scolaire, éducatif, culturel, judiciaire, médico-social, et sanitaire. Ces mêmes pouvoirs publics, organisent sciemment la destruction systematique des dispositifs et réseaux de prise en charge coordonnés, destinés à soutenir le passage des différentes étapes existentielles, inhérentes au développement d'une personne vers l'âge adulte. Une course contre la montre est imposée aussi bien à l'ensemble de la population qu'aux professionnels. Nous accusons les pouvoirs publics de réaliser l'éradication méthodique des moyens humains et financiers.

Nous accusons les pouvoirs publics de détournement de fonds au profit de ceux qui convoitent l'argent public pour satisfaire leurs spéculations scandaleuses, au détriment d'une politique sanitaire digne et responsable. De même, nous les accusons d'abus de biens sociaux lorsqu'ils vendent les structures publiques de soins ou médicosociales indispensables à un accès de la jeunesse aux secours qui lui sont nécessaires.

Nous accusons les pouvoirs publics d'abus de faiblesse sur la jeunesse en laissant gouverner les lobbies financiers, en leur permettant d'installer une politique sanitaire sans pitié conduisant à la détresse psychique des enfants et des jeunes ; ceci grâce à une corruption toujours plus active. Corruption qui vise à faire accepter l'arbitraire d'un pouvoir aveugle et sourd aux besoins des jeunes en souffrance, d'un pouvoir qui nie leur existence et leurs désirs. Nous accusons, les pouvoirs publics, d'avoir pour intention d'écarter ainsi la population infanto-juvénile de son inscription vers un avenir social, économique et politique.

Nous accusons les pouvoirs publics de négligence grave en encourageant la course contre la montre organisée et imposée à la population sanitaire afin d'augmenter ainsi les profits des grands capitaux boursiers. Pour cela, un PILLAGE méthodique des moyens financiers et humains est en place depuis plusieurs décennies, sans intention d'y mettre fin.

Nous dénonçons les évictions des jeunes enfants de tout avenir social, en interdisant l'accès à une prise en charge efficace de leurs difficultés. Nous accusons les pouvoirs publics d'organiser une sélection des enfants dès leur plus jeune âge afin de répondre aux besoins ordonnés par les politiques financières lucratives. Nous accusons les pouvoirs publics d'étouffer la connaissance scientifique des professionnels, résultant de dizaines d'années de recherche, que les résultats de l'expérience sont venus largement confirmer. Cela, par le moyen d'institutions bureaucratiques, plus ou moins légitimes, substituant des pantomimes et faux principes diagnostiques pourtant récusés par les collègues

internationaux de professionnels. En dépit de toute éthique, les méthodes ayant fait leurs preuves sont supprimées permettant d'alimenter des intérêts des lobbies pharmaceutiques et groupes de placement financiers. Nous dénonçons ainsi l'abus de confiance exercé envers les familles en instaurant une mystification. Elle conduit à administrer abusivement de plus en plus de traitements médicamenteux, potentiellement dangereux pour les enfants et les jeunes, alors même qu'ils les privent de tout autre recours thérapeutique indispensable que sont une véritable écoute et prise en compte de leur souffrance. Ils interdisent l'échange de paroles. C'est délibérément à un enfermement sur eux-mêmes que ces patients sont condamnés.

Nous dénonçons ainsi l'organisation d'une déchéance et destitution psychiques des enfants.

Ces abus diagnostics ont pour effets d'assigner et d'enfermer les jeunes dans des statuts d'handicapés sans secours, pour le reste de leur existence et entravent leur avenir. Ils interdisent toute possibilité de libre arbitre et tout espoir de liberté, de penser et de vivre. Nous assistons donc à l'organisation d'une véritable relégation aux marges de la société.

Enfin, nous accusons les pouvoirs publics d'œuvrer pour une catastrophe sociale et humanitaire dont ils sortiraient en victorieux prédateurs de la jeunesse, en la privant de ses moyens psychiques et intellectuels d'existence.

Pascale Rosenberg, membre du conseil national de l'USP